Voltaire
réseau voltaire.net
magazine quotidien d'analyses internationales

8 mars 2005

N°281 - France : 0,56 € - ISSN : 1762-5157

UN AN APRÈS L'INVASION FRANCO-ÉTATS-UNIENNE

Haïti : ce que ne montrent pas les grands médias

La situation ne cesse de s'aggraver en Haïti depuis l'enlèvement du président Aristide. Le pays s'enfonce un peu plus dans l'extrême pauvreté tandis que les massacres se multiplient du fait de paramilitaires que personne ne contrôle plus et de la police qui assassine les opposants. Hésitants à intervenir dans les affaires intérieures, les casques bleus semblent s'orienter vers une attitude plus ferme face aux exactions gouvernementales. Tandis que dans l'indifférence générale d'anciens ministres ont débuté une grève de la faim au pénitencier de Port-au-Prince.

page 2

Liban : l'opposition calme le jeu

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Bachar El Assad a annoncé le repli des troupes syriennes vers la Bekaa et leur retrait. Cette décision avait été anticipée par l'opposition libanaise qui s'efforce désormais de prôner l'apaisement. En effet, elle est soupçonnée d'être soutenue par Washington et Tel-Aviv et elle doit calmer les craintes de ceux qui craignent une reprise des affrontements entre communautés.

page 9

REPÈRE : 7 MARS 1863

Des pogroms contre les Noirs

Alors que la Guerre civile fait rage, le Congrès états-unien vote le *National Conscription Act* qui oblige tout homme entre 20 et 45 ans à participer à la loterie du service militaire. Les riches peuvent s'en exempter en payant 300 dollars ou en présentant une personne qui les remplace. Les Noirs, libérés de l'esclavage l'année précédente, sont exemptés. Ceci provoque la colère de la population blanche immigrée et pauvre de New York et Chicago. Les journaux anti-abolitionistes attisent le feu contre Lincoln et sa « *Guerre des Nègres* », publient de fausses nouvelles selon lesquelles des hordes d'esclaves libérés auraient profité de l'absence des hommes partis à la guerre pour envahir les maisons, violer les femmes et égorger les enfants. En juillet, quand la loi entre en vigueur, l'émeute éclate. Visant d'abbord les centres de recrutement, elle se transforme rapidement en pogrom anti-Noirs. Pendant une semaine des maisons de leaders anti-esclavagistes et des commerces, églises et institutions noires sont brulées. La foule attaque des Noirs dans la rue et les lynche en criant des slogans favorables à la Confédération sudiste. Les syndicats blancs « *jurent d'éradiquer la présence noire de toutes les grandes villes du pays* ». Les *Civil War Draft Riots* feront près de 500 morts à travers le pays. ■

RENVERSEMENT DE JURISPRUDENCE

Dans un jugement en date du 3 mars 2005, la Cour d'appel de Versailles a condamné le *Quotidien du Médecin* pour avoir diffamé Thierry Meyssan en comparant la méthode qu'il a employée dans *L'Effroyable imposture* à celle des négateurs des chambres à gaz nazies. Cet arrêt infirme la jurisprudence de la Cour d'appel de Paris, en date du 17 février 2005, qui -dans l'affaire opposant M. Meyssan à *Libération*- avait considéré qu'une telle comparaison ne porte pas atteinte à l'honneur professionnel d'un journaliste car, selon elle, elle relèverait de la libre polémique sur sa pensée et non sur ses actes. ■

Un an après l'invasion franco-états-unienne

Haïti : ce que ne montrent pas les grands médias

La situation ne cesse de s'aggraver en Haïti depuis l'enlèvement du président Aristide. Le pays s'enfonce un peu plus dans l'extrême pauvreté tandis que les massacres se multiplient du fait de paramilitaires que personne ne contrôle plus et de la police qui assassine les opposants. Hésitants à intervenir dans les affaires intérieures, les casques bleus semblent s'orienter vers une attitude plus ferme face aux exactions gouvernementales. Tandis que dans l'indifférence générale d'anciens ministres ont débuté une grève de la faim au pénitencier de Port-au-Prince.

Lire cet article en

Español

Après une année d'occupation, d'abord par la France et les États-Unis, puis par les seuls États-Unis, Haïti est dans une situation pire qu'avant, avec plus de 80 % de chômage et presque 90 % de la population vivant d'expédients dans une pauvreté extrême. Les quelques jeunes qui étudient vont lire de nuit dans les trois ou quatre bâtiments publics de Port-au-Prince dont les lumières restent

allumées, parce que dans le pays, il n'y a pas d'électricité pour les pauvres.

Outre la faim, la police du président Boniface Alexandre et de son Premier ministre Gérard Latortue est un autre fléau majeur pour le peuple haïtien. « *La sécurité en Haïti est encore précaire* », a déclaré le 2 mars le Secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, alors que l'on perçoit une attitude plus énergique de la Mission des Nations Unies (Minustah) face aux bandes armés se retournant contre le gouvernement qui refuse de les intégrer dans l'armée nationale.

Violations des droits humains

En septembre 2004, l'Organisation des États américains (OEA) s'est plainte de la situation des droits humains, après qu'une commission de 5 membres ait visité le pays. La commission des Droits de l'homme qui a visité Haïti en septembre était composée de Clare K. Roberts, Brian Tittemore, Bernard Duhaime, Candis Hamilton et Julie Santelices. Ces personnalités se sont entretenues avec Alexandre et Latortue, ont rendu visite à Hérald Abraham, ministre de l'Intérieur, et au directeur général de la Police nationale, Léon Charles. Dans le langage caractéristique de l'OEA, la commission a déclaré avoir constaté une détérioration de la situation humanitaire et des violations des Droits de l'homme. Elle s'est montrée préoccupée par l'état de la sécurité et l'action des groupes armés qui contrôlent le Nord et l'Est du pays, où l'État ne garantit pas la réelle protection des citoyens.

L'OEA a rappelé aux dirigeants d'Haïti que l'État a l'obligation de garantir la sécurité de sa population, ses droits, sa protection judiciaire, etc.. Elle s'est déclarée préoccupée par la situation de l'administration de la justice en charge d'un système inadéquat. Elle a recommandé que le gouvernement en finisse avec l'impunité et qu'il ne mène pas de représailles contre les personnes qui ont osé témoigner devant la commission. Elle a rappelé que le ministre des Affaires étrangères français, Renaud Muselier, a été attaqué lors d'une visite à l'hôpital de la cité du Soleil, le bidonville de la capitale le plus frappé par les crimes de la police.

L'OEA a aussi déclaré que les plus vulnérables sont les enfants, les femmes et les défenseurs des Droits de l'homme, fréquentes victimes des groupes armés, « *qui constituent de nos jours un problème sérieux en Haïti* ». Elle a établi que les enfants sont victimes de travaux forcés et de violences perpétrées par ces groupes armés, et que les mineurs délinquants sont envoyés en prison avec les adultes. En définitive, en Haïti il reste peu d'arbres, ce qui n'empêche pas la loi de la jungle d'y régner.

Quelques exemples

Le décès de deux manifestants qui défilaient pacifiquement lors du premier anniversaire de la déposition d'Aristide, le 28 février 2005, a donné lieu à ce commentaire d'un diplomate sous couvert de l'anonymat : « *La menace terroriste en Haïti, c'est la faim, le chômage... et la police* ».

Les habitants de Bel-Air, un de ces bidonvilles pauvres de la capitale haïtienne, ont préparé une marche non-violente pour commémorer la démission forcée de

Jean-Bertrand Aristide, conduite par le père Gérard Jean-Juste et d'autres prêtres de la paroisse Sainte Claire. La manifestation a commencé avec des prières dans l'Église Notre-Dame, dans le centre de Bel-Air, et a sillonné les rues en chantant.

Selon Bill Quigley, un des participants et ami du père Jean-Juste, « *des milliers de personnes ont marché et dansé en chantant Bring Back Titi (Ramenez Aristide !) en Créole, Français et Anglais* ». Quigley est professeur de l'école de Droit de l'Université Loyola à la Nouvelle-Orléans et se trouve à Port-au-Prince en tant que volontaire de l'Institut pour la Justice et la Démocratie en Haïti, une organisation états-unienne.

Le pére Jean-Juste, une des principales voix de la démocratie en Haïti depuis qu'il a été libéré il y a quelques semaines après avoir passé 48 jours en prison sans aucun chef d'inculpation, a été interviewé des dizaines de fois par des médias locaux et internationaux ce jour-là. « *La manifestation me paraissait un pacifique défilé de carnaval jusqu'à ce que je remarque que le correspondant de Reuters portait un gilet pare- balles* », a expliqué Quigley.

Et il a ajouté que les casques bleus de la Minustah - la Mission de Nations Unies pour la Stabilisation d'Haïti sous les ordres du Chilien Gabriel Valdés - se trouvaient aux alentours lorsque la manifestation s'avançait rue Des César. Les gens étaient au coude à coude, avec des parapluies et des affiches qui appelaient au retour de la démocratie et d'Aristide. Les gens du voisinage ont rejoint la marche et ont applaudi et dansé avec les manifestants.

« *Soudain, à l'intersection de la rue Monsiegneur Guillot et de la rue Des César, il y a eu une forte détonation, à proximité des manifestants, provoquant la cohue* », a rapporté l'universitaire. Il y a ensuite eu d'autres détonations pendant que les gens s'enfuyaient. Quigley s'est caché sous un escalier.

Il a alors vu des policiers en uniforme noir, casqués, portant des masques à gaz et armés qui tiraient sur la foule. « *Les gens se sont regroupés non loin de moi, sous les escaliers dans le tumulte, tandis que nous (le groupe de Sainte Claire) nous sommes regroupés dans un coin à attendre que cessent les coups de feu* ».

Sur la chaussée gisait un homme inconscient. « *Jean-Juste s'est agenouillé près de lui et a prié* » a rapporté Quigley. « *Un peu plus bas dans la même rue, d'autres aidaient les blessés. La foule a crié que la police s'en aille et nous nous sommes réfugiés dans un petit logement dans une allée. Les enfants criaient, les adultes criaient, chacun d'entre nous avait peur. Nous attendions, sales et mouillés de sueur, jusqu'à ce que la présence devenant plus effective de l'ONU ait rendu notre fuite plus sûre* ».

La manifestation de Bel-Air a laissé deux morts que les manifestants ont enveloppés dans des drapeaux haïtiens, et des dizaines de blessés. « *Deux hommes m'ont montré où ils ont été blessés par la police* » a déclaré l'États-unien. « *Nous avons ensuite parcouru lentement le quartier maintenant endeuillé. Les mêmes personnes, qui quelques minutes avant étaient heureuses, étaient maintenant sombres. Beaucoup gémissaient.* ».

De retour dans sa paroisse, Jean-Juste a dit : « *Les partisans d'Aristide étaient tellement nombreux qu'il est difficile d'évaluer la foule. Le message a été clair. On a comptabilisé notre vote. Il doit encore être pris en compte. Il n'y a pas d'autre issue pour aller de l'avant en Haïti, que le retour à l'ordre constitutionnel, la libération de tous les prisonniers politiques et le retour physique du président Aristide* » .

Quigley a conclu par cette phrase : « *La marche pour la démocratie en Haïti a été stoppée par la police qui a tiré sur la foule désarmée, mais les gens avec qui j'ai parlé m'ont dit qu'ils continueront leurs manifestations pour le retour de la démocratie en Haïti* ». Des détails sur ces évènements et des photos sont disponibles (en anglais) sur haitiaction.net.

Les paramilitaires savent faire des métastases

Bien qu'à Port-au-Prince les paramilitaires soient plus ou moins dispersés, dans chaque ville de l'intérieur opèrent quelques 200 voyous issus des groupes organisés et financés par la France et les États-Unis pour déstabiliser Aristide. Dans beaucoup de villes, ils constituent la seule autorité, et s'arrangent pour ne pas se frotter aux 7 000 casques bleus de l'ONU, en faisant comme s'ils n'existaient pas.

Au total se sont quelques 2 000 ex-militaires, ex-détenus et narco-trafiquants, qui se plaisent à arborer des chaussures de sport et autres bottes importées, lunettes noires et véhicules 4 x 4. Comme les ex-militaires sont au chômage depuis plus de 10 ans, et que leurs compagnons d'infortune y sont de manière chronique, la question est d'où sortent-ils l'argent pour l'essence, un an après l'intervention franco-américaine ? Continuent-ils à recevoir de un salaire de la National Endowment for Democracy, un fonds que les USA utilisent pour promouvoir leur « démocratie » partout dans le monde ?

Les paramilitaires pullulent dans des villes comme Gonaives, Cap Haïtien, Fort Lauderdale, Jacmel, Les Cayos, Petit Goave, Saint-Marc, Grand Goaves, Trou du Norb et beaucoup d'autres. Ils ont occupé illégalement des centaines d'immeubles qu'ils utilisent comme bases. Ils constituent une force obscure, un des pouvoirs *de facto* en Haïti. Le gouvernement qui a remplacé celui d'Aristide n'a jamais fait d'efforts pour les désarmer, il les a plutôt appelés les « *soldats de la liberté* ».

La Minustah n'a pas plus voulu les désarmer, pour « *ne pas s'immiscer dans les affaires internes* » du pays. Avec le temps, les paramilitaires ont été légitimés, ils ont gagné leur place et beaucoup ont intégré la police. Les ex-militaires manifestent aujourd'hui pour réclamer leur réincorporation dans l'armée et le paiement de 10 ans « *d'arriérés* » de salaires en criant : « *Nous préférons mourir que de rendre les armes* ». Ne pas désarmer les bandes fut une grave erreur de l'ONU, mais aujourd'hui elle ne peut plus le faire sans confrontation.

Boniface Alexandre et Gérard Latortue ont laissé un tel champ libre aux militaires au chômage depuis la première invasion (sous Bill Clinton) que des secteurs du gouvernement proposent de reconstruire l'Armée avec les militaires putschistes écartés par Aristide, voilà plus de 10 ans, pour appuyer un

gouvernement très effacé, favorable aux classes possédantes locales et aux États-Unis. Cela paraît insensé de reformer une armée qui a été à l'origine d'autant de coups d'État que l'armée bolivienne, mais les classes propriétaires rêvent d'un nouveau gouvernement du style des 17 ans de Pinochet. Pour quelques diplomates proche des États-Unis, Haïti n'est qu'un début, c'est la pointe d'un triangle qui inclut Cuba et le Venezuela.

Virage des Nations Unies

Après un an de présence, l'ONU amorce un virage et abandonne son rôle de simple observateur. Elle commence à défier les États-Unis et a en ligne de mire les paramilitaires. La sécurité en Haïti « *demeure précaire bien que la force des Nations Unies ait amélioré la situation et des flambées de violence ne peuvent être écartées* », a indiqué mercredi le secrétaire général Kofi Annan.

« *Bien que la sécurité en Haïti s'est considérablement améliorée, la décision de la Minustah de mener des actions contre les bandes et ex-soldats a augmenté le risque de représailles contre la mission et autres personnels de l'ONU* » indique un rapport au Conseil de sécurité, qui rappelle que la Force a été « *l'objet d'une série d'attaques depuis novembre dernier* ».

Autrement dit, Annan a annoncé une attitude moins passive, en préconisant une plus grande fermeté face aux « *différents groupes armés* » qui défient les autorités. « *Notre mission consistant à obtenir un environnement sûr et stable, qui requerra parfois l'utilisation d'une force proportionnée et nécessaire, doit rester la première de nos priorités* » a-t-il ajouté.

La présence des paramilitaires répond aux besoins et aux desseins du gouvernement d'Alexandre et Latortue pour prolonger le mandat de « *transition* » *ad eternam*, parce qu'il ne sait pas comment gagner les élections, qui seront probablement organisées sur le « *modèle* » irakien. Le climat de violence fait que le temps passe pour le gouvernement et les groupes économiques qui contrôlent l'économie précaire. L'élite haïtienne parie sur le *statu quo*.

La majorité noire rangée derrière le Parti Lavalas et Arístide jouit d'une

majorité écrasante à l'image de l'expression politique des chi'ites en Irak. Les groupes « *démocratiques* », qui il y a un an ont rejoint idéologiquement les bandes armées, maintiennent un profil bas. Ils ne réclament déjà plus la « *démocratie* » et semblent séduits par la bourgeoisie et ses salons. Parmi eux, on trouve l'UPL (Union du Peuple en Lutte), une scission du Lavalas issue de l'anarchie du temps d'Aristide.

En Haïti, il existe une conspiration pour que la transition n'aboutisse pas. La situation désespère le représentant des Nations Unies, le Chilien Gabriel Valdés, parce qu'il ne dispose pas des moyens financiers pour sortir le pays de l'impasse. Théoriquement, c'est l'homme le plus puissant d'Haïti, parce qu'il a sous son commandement les effectifs militaires multinationaux, mais sur les 1,4 milliards de dollars promis il y a un an par la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement et quelques pays donateurs, la Minustah en a reçu moins de 10 %. La moitié de ces fonds est affectée à la tenue des élections dont la date n'est pas encore connue

L'aide apportée par Cuba a été plus effective. En effet, elle a envoyé 700 volontaires, personnels médicaux et paramédicaux, dans les localités les plus isolées. C'est dur de le dire, mais l'ONU n'a rien fait. Ou du moins, il s'agit-là de l'impression de quelques diplomates qui résident à Port-au-Prince. Et sur le plan militaire, sa neutralité risque de conduire à l'inefficacité des casques bleus déjà observée en Bosnie-Herzégovine, alors que le nettoyage ethnique se déroulait sous leurs yeux.

Quelques diplomates et hauts gradés de la Minustah estiment qu'ils doivent s'impliquer plus, contrôler la police et favoriser le dialogue avec les civils, mais ces initiatives ne sont pas pour plaire aux États-Unis. Ils proposent même une importante présence internationale à caractère civil et composée de jeunes pour collaborer à une reconstruction effective d'Haïti. La population locale est principalement jeune, puisque là-bas - statistiquement - l'espérance de vie est de 49 ans.

Si les élections se tenaient aujourd'hui, probablement que le Parti Lavalas et Aristide les gagneraient à nouveau. C'est aussi pour cela que le gouvernement maintient une position ambiguë face aux paramilitaires, qui font un nettoyage idéologique parmi les jeunes militants, en procédant à leur élimination physique. Aujourd'hui plus de 200 paramilitaires ont formellement rejoint la police et commettent désormais avec l'uniforme les crimes qu'ils perpétraient avant en tenue civile.

Les bandes paramilitaires éliminent des dirigeants, activistes et militants de Lavalas, dans l'impunité la plus absolue et avec la complicité états-unienne. Par exemple, après une manifestation, le 30 septembre 2004, il a été rendu public ce que la presse a appelé « *l'opération Bagdad* ». Trois policiers ont été décapités pour créer un « *événement* » d'importance qui éclipserait la manifestation populaire. Pour un diplomate accrédité à Haïti ce fut une manœuvre pour justifier davantage de meurtres. D'autres observateurs diplomatiques perçoivent une « *Opération Tchétchénie* » avec des actions sanglantes amplifiées par les médias et la presse pour justifier l'extermination. Plusieurs dirigeants « *démocratiques* » connus à l'éxtérieur du pays ne sont pas

étrangers à ces machinations.

Les principaux dirigeants du Parti Lavalas sont l'ex-Premier ministre Yvon Neptune, emprisonné sans aucune charge retenue à son encontre ni procès, tout comme l'ex-ministre de l'Intérieur, Jocelerme Privert, et l'ex-sénateur Yvon Feuillé, un prêtre proche d'Aristide.

Le 19 février, trois camionnettes remplies d'hommes armés ont assailli le pénitentier de Port-au-Prince pour assassiner les prisonniers politiques au prétexte de libérer quelques narco-trafiquants. Le jour de l'attaque, samedi à 3 heures de l'après-midi, la surveillance de la prison avait été curieusement négligée. Les assaillants ont tiré des rafales de balles, après avoir tué un gardien.

Dans le chaos, 500 des 1 250 prisonniers qui se trouvaient dans les cours se sont enfuis, simplement parce qu'ils n'avaient pas d'endroit où se mettre à l'abri et que la rue paraissait plus sûre. Les fuyards comprenaient Yvon Neptune et Jocelerme Privert, qui se sont réfugiés en lieu sûr, ont appelé l'ambassadeur du Chili, Marcel Young, qui a pris des garanties quand à leur vie auprès de la Minustah... puis ils sont retournés en prison. L'épisode illustre l'insécurité à Haïti.

À leur retour à la prison, les deux dirigeants ont été punis et transférés en un lieu des plus inconfortables. Des pressions diplomatiques et des négociations de la Minustah ont permis que leur soit restituée la même cellule qu'ils occupaient avant cette fugue involontaire. Plusieurs dizaines de prisonniers qui ont été rattrapés ont été immédiatement exécutés. Le 2 mars, la nouvelle est tombée à Port-au-Prince, que les deux chefs politiques ont entamé une grève de la faim depuis le 20 février en protestation contre les mauvais traitements infligés dans la prison.

Les États-Unis ont annoncé, le 4 mars, que les 200 hommes de l'infanterie de marine qui avaient déposé Aristide il y a un an ont été relevés. Au sein de la Minustah, on mise sur l'intensification des relations avec la police d'Haïti, tandis que les hauts gradés brésiliens penchent plutôt pour une politique de dialogue avec les partisans d'Aristide, en lieu et place de la répression aveugle que préfère Washington.

Ernesto Carmona
Journaliste et écrivain chilien

FOCUS

Liban : l'opposition calme le jeu

Analyse

À la veille du lancement de la campagne officielle de son parti, l'UMP, en faveur du « oui » au referendum sur le traité constitutionnel européen, Jean-Pierre Raffarin expose les arguments de son gouvernement dans *Le Monde*. Selon lui, ce texte permet à l'Europe de se renforcer sur le plan politique international et d'être un rempart contre le choc des civilisations. Il démocratise l'Union, reconnaît les services publics à la française, permet de grands projets et une relance de l'économie européenne et renforcera la dimension culturelle de l'Europe. On peut relever dans ces grandes déclarations au moins une erreur évidente concernant la reconnaissance des services publics « à la française ». En effet, le texte ne parle jamais de services publics, mais de « services d'intérêt économique général » (SIEG). Or, dans son *Livre blanc* de 2004, la Commission européenne stipulait : « les termes *service d'intérêt général* et *service d'intérêt économique général* ne doivent pas être confondus avec l'expression *service public* ». En outre, on voit mal comment ce texte permettrait de renforcer l'Europe sur le plan international en insistant pour le maintien de l'OTAN, sous commandement d'un général états-unien, comme pivot de la défense européenne.

L'ancien Premier ministre socialiste, Laurent Fabius, dénonce cet argumentaire dans *Le Figaro*. Réfutant l'idée d'un choix pour ou contre l'Europe à l'occasion du référendum, il estime que ce traité freine l'Europe plus qu'il ne la fait avancer. Pour lui, comme pour l'ancien Premier ministre Édouard Balladur, l'Union européenne doit se construire en cercles concentriques regroupant les différents États qui veulent aller plus loin dans l'intégration. Or, comment faire quand chaque avancée est soumise à l'unanimité des États membres ? En réalité, plus que cette question des groupes pionniers, c'est l'orientation de l'Union européenne depuis le traité de Maastricht, son tournant pseudo-libéral

et atlantiste qui divise les élites politiques française qui l'ont soutenu et qui le regrettent parfois sans l'avouer.

Le président syrien Bachar El Assad a annoncé le repli de toutes les troupes syriennes vers la plaine de la Bekaa et leur retrait progressif. Cette décision attendue avait été anticipée par l'opposition libanaise qui s'efforce désormais de calmer le jeu et de prôner l'apaisement. En effet, elle est soupçonnée d'être soutenue par Washington et Tel-Aviv et elle doit calmer les craintes de ceux qui pensent qu'un retrait syrien pourrait causer une reprise des affrontements entre communautés.

Le chanteur Rabih Abou-Khalil demande, dans *Der Spiegel*, le retrait des troupes syriennes du Liban. Toutefois, il estime que ce retrait ne doit pas être utilisé par les États-Unis pour étendre leur influence dans la région. En outre, il note que la résolution 1559 demandant le retrait de toutes les forces d'occupation étrangères doit s'appliquer aussi aux forces israéliennes qui continuent d'occuper la frontière Sud. Il affirme que les Libanais sont aujourd'hui unis contre le gouvernement et la Syrie et qu'on ne risque donc pas un éclatement du pays.

Walid Joumblatt assure lui aussi qu'il n'y aura pas de guerre civile au Liban dans *Nezavissimaïa Gazeta*. Il réitère ses accusations contre la Syrie et les services de renseignement libanais concernant l'assassinat de Rafic Hariri, mais sur un ton moins dur qu'auparavant. Il affirme vouloir le retrait des troupes syriennes conformément aux accords de Taëf de 1989. Pourtant, il refuse la fin de la division confessionnelle du pays bien que cela soit stipulée par ces accords. Niant tout lien avec les États-Unis, il affirme au quotidien russe que son mouvement n'a rien à voir avec la « révolution » orange et refuse la proposition de Condoleezza Rice de déployer des casques bleus.

Le cardinal Nasrallah Boutros Sfeir, le patriarche maronite d'Orient, estime dans *Le Monde* qu'un mouvement libanais est né lors des manifestations anti-syriennes, mais reconnaît dans le même temps qu'il n'a rien de spontané. En effet, ce sont les organisateurs qui ont demandé aux manifestants de n'arborer que des symboles nationaux et non communautaires. Au passage, il minimise l'importance de son prochain voyage à Washington où il rencontrera George W. Bush.

Enfin, l'opposante libanaise Randa Aractingi demande, comme les autres, dans *Die Tageszeitung*, le retrait des troupes syriennes et assure qu'il n'y aura pas de guerre civile. Toutefois, elle revient sur quelques conceptions erronées rencontrées dans la presse occidentale : Rafic Hariri n'était pas aimé par la population, il n'est pas à exclure qu'il ait été tué pour des questions politiques intérieures n'ayant rien à voir avec la présence syrienne ; et le Hezbollah est un parti démocratique et populaire au Liban.

Réseau Voltaire

Jean-Pierre Raffarin

Jean-Pierre Raffarin est Premier ministre français.

« Cinq raisons de voter "oui" à la Constitution européenne »

Source : Le Monde
Référence : « Cinq raisons de voter "oui" à la Constitution européenne », par Jean-Pierre Raffarin, *Le Monde*, 5 mars 2005.

Le débat européen retrouve sa dimension historique, celle de ses débuts, où la paix en Europe semblait si fragile. Dans l'Union, l'administration s'est insidieusement substituée à l'ambition, mais l'élargissement nous a redonnés le goût de l'Histoire. Avec notre nouvelle géographie, une nouvelle organisation s'imposait. Une Constitution pour une histoire nouvelle.

Le monde est de plus en plus dangereux. Le monde a besoin de l'Europe parce qu'elle est le rempart contre le choc des civilisations. Les idées et les valeurs de l'Europe sont nécessaires au renforcement de l'ONU pour plus de droit, à la réforme de l'OMC pour plus de justice, à la création d'une organisation mondiale de l'environnement pour une plus grande conscience de la fragilité de la planète. Avec un ministre des affaires étrangères de l'Europe, la voix de notre continent sera plus forte. L'urgence est là.

La Constitution européenne permet à la démocratie politique de retrouver et d'affirmer sa suprématie sur l'organisation administrative. Le président de la Commission sera élu et responsable devant le Parlement européen, dont les pouvoirs seront renforcés. Les pouvoirs des Parlements nationaux seront renforcés et un droit d'initiative législative par pétition sera instauré.

L'emploi et le progrès social sont constitutionnellement affirmés comme des objectifs de l'Union européenne. Dix articles spécifiques concernent directement la politique sociale de l'Europe, sans compter ceux qui sont relatifs à l'emploi ou à la cohésion sociale. L'économie sociale de marché reconnaît le dialogue social en constitutionnalisant les concepts de partenaires sociaux et de sommet social tripartite : elle consacre la spécificité des services publics "à la française". Sur le plan sociétal, la Constitution renforce également l'espace de liberté, de sécurité et de justice, notamment en offrant des capacités nouvelles à Eurojust.

L'Europe est exigeante, mais son concours est indispensable aux agriculteurs français comme à la ruralité. Nos grands projets, tels que la réussite de l'Airbus A 380 ou l'implantation à Cadarache d'ITER, sont devenus des projets européens. Maintenant, grâce à l'instauration d'une présidence stable à l'Eurogroupe, les ministres des Finances pourront insuffler une nouvelle dynamique dans la zone euro. Ensemble, nous pourrons faire de l'Europe un territoire économiquement plus attractif.

La dimension culturelle européenne sera renforcée par la consécration de la diversité culturelle et linguistique dans les objectifs de l'UE, mais aussi par le passage à la majorité qualifiée pour l'adoption de mesures instituant de grands

programmes européens. C'est à la demande du président Chirac qu'a été préservée l'exception culturelle dans la conduite de la politique commerciale commune.

Laurent Fabius

Ancien Premier ministre socialiste français (1984-1986) et ministre des Finances (2000-2002), Laurent Fabius est député.

« L'ambition de peser dans le monde »

Source : Le Figaro
Référence : « L'ambition de peser dans le monde », par Laurent Fabius, *Le Figaro*, 7 mars 2005.

Homme de gauche, je suis un fervent partisan de l'Europe, mais ça ne m'empêche pas d'être exigeant. La construction européenne nous a permis de grands progrès. Désormais, elle fait face à trois défis majeurs : le défi du nombre à travers l'élargissement ; celui de la puissance, en particulier sur les plans économique, scientifique et militaire ; enfin le défi de la solidarité entre pays, régions et citoyens. Or je crains que ce qui nous est proposé aujourd'hui ne permette pas de relever ces défis.

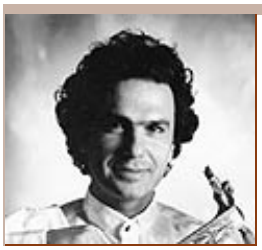
L'Europe dont nous avons besoin doit être puissante et solidaire, dotée d'une stratégie économique orientée vers le savoir, l'emploi et la croissance, et d'une organisation politique qui lui permette de peser sur les affaires du monde. Cette conception est pourtant l'oubliée de l'Europe présente, qui risque de dériver de plus en plus vers un grand marché ouvert à tous les vents et politiquement dilué. La Commission Barroso témoigne de cette évolution. La Commissaire polonaise en charge de la Politique régionale déclarait récemment vouloir "faciliter les délocalisations au sein de l'Europe". Avec la fameuse directive Bolkenstein sur les services, c'est une harmonisation par le bas des législations sur le travail qui s'annonce, même si elle est différée pour cause de référendum. Les exemples abondent. Dans le même temps, le nécessaire n'est manifestement pas fait pour relancer l'économie européenne. Et voici que, dans ce contexte, le gouvernement français et certains de ses partenaires proposent de limiter le budget de l'Union à 1% du PIB européen.

Certes, il ne s'agit pas de faire de l'Europe un "jardin à la française", mais si la France ne propose pas un projet européen ambitieux, qui le fera ? Aujourd'hui, derrière quelques avancées démocratiques, le projet de Constitution entérine les dérives existantes. Il faut changer de méthode et mettre en place ce que j'appelle l'Europe des trois cercles. Un premier cercle, autour de la France et de l'Allemagne, peut avancer vite : gouvernance économique unifiée, harmonisation sociale et fiscale par le haut, armée européenne. C'est possible avec nos partenaires les plus proches, Espagne, Belgique, Italie, etc. L'Union actuelle formera le deuxième cercle, pour progresser peu à peu sur la voie de l'intégration économique, politique et sociale. Enfin, un troisième cercle associera la périphérie de l'Europe, y compris la Turquie, dans un partenariat pour la paix, la démocratie et le développement, sans tout confondre. Une telle approche n'est pas permise par le projet de constitution.

Après l'espace de paix et le grand marché désormais unifiés à l'échelle du continent, nous devons construire une Europe puissante et solidaire. Le débat

n'est évidemment pas, comme certains voudraient nous le faire croire, pour ou contre l'Europe, ou pour ou contre la paix. Nous sommes tous pour l'Europe et pour la paix ! Le débat est "quelle Europe voulons-nous ?" Ma réponse est claire : nous devons choisir puissance et solidarité plutôt que la dilution et la régression entraînées par les choix actuels.

Rabih Abou-Khalil



Rabih Abou-Khalil est l'un des musiciens les plus célèbres du Liban. Il vit à Munich depuis 78 et la guerre civile, a une quinzaine d'albums à son actif et joue dans les plus grands festivals de jazz de la planète.

« La démocratie n'est pas un remède miracle à tous les problèmes »

Source : Der Spiegel
Référence : « Demokratie ist kein Allheilmittel für alle Probleme », par Rabih Abou-Khalil, *Der Spiegel*, 6 Mars 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Je ne pense pas que les Américains aient beaucoup à se réjouir de leur démocratisation forcée au Proche-Orient. En fait, ils ne sont jamais venus en aide aux Arabes. Je pense que les Libanais n'ont pas besoin des États-Unis pour arriver à leurs fins. Le rôle des États-Unis est négatif dans la région, regardez l'Irak ! C'est une hérésie de croire que la démocratie est une panacée pour tous les problèmes du monde, surtout la démocratie au sens ou l'entendent les Américains. Dans la plupart des pays du tiers-monde, la loyauté va d'abord à la famille, puis à la tribu ou au groupe, au pouvoir local et en dernier lieu au gouvernement. On peut essayer d'y apporter la démocratie, cela n'apportera pas la paix. Pas plus que la chrétienté ne nous a apporté la salut au Moyen âge, seulement les croisades.

Ce que l'on appelle la " révolution du cèdre " est en fait une révolte contre une occupation étrangère. Les Américains ne parlent toutefois que de l'occupation par les Syriens et jamais de l'occupation israélienne. On ne parle pas des fermes de Sheba au Sud-Liban. les Israéliens ont quitté le Sud-Liban en fanfare il y a cinq ans, mais ils continuent d'occuper de larges territoires. La résolution 1559 de l'ONU ordonne le retrait de toutes les troupes étrangères. Au Liban on a toujours eu conscience de pouvoir disparaître du jour au lendemain, mais en Amérique démocratique non-plus on ne peut pas tout dire. C'est la première fois depuis longtemps qu'autant de Libanais qui se sont combattus, ou au moins observés sceptiquement, sont unis contre le gouvernement et contre la force d'occupation syrienne, c'est ce qui fonde la légitimité du mouvement. Les groupes chiites du Hezbollah et du Amal ont toujours été amis des Syriens et sont encore hésitants, mais de nombreux Chiites participent aux manifestations.

Après la mort de Hariri, les cloches des églises et les versets du Coran étaient à l'unisson. Bachar al Assad ne pouvait pas ordonner un départ immédiat des troupes car il devait sauver la face, je pense cependant que ses troupes vont quitter le Liban cette année. Notre pays connaît le destin des petits pays qui à cause de leurs puissants voisins en sont réduits à ne jouer que des rôles de figurants.

Walid Joumblatt

Fils de Kamal Joumblatt, Walid Joumblatt est un homme politique libanais, figure de la communauté druze et de l'actuelle mouvement anti-syrien au Liban. Il préside le Parti socialiste progressiste.

« Il n'y aura pas de guerre civile au Liban »

Source : Nezavissimaïa Gazeta
Référence : « ••••••••••• ••••• • •••••• •• ••••• », par Walid Joumblatt, *Nezavissimaïa Gazeta*, 5 mars 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

J'agis en ce moment au nom de l'opposition libanaise et pas en mon nom propre. Nous demandons la liberté et l'indépendance pour le Liban. Il est indispensable d'établir qui a tué Rafic Hariri et d'organiser le départ des Syriens. Ce sont nos amis, mais le temps est venu de leur dire merci et de les raccompagner. Il n'est pas question d'une modification du principe confessionnel de formation du gouvernement ; je suis Druze, par conséquent je ne peux prétendre au poste de président que doit occuper un chrétien maronite, ni au poste de chef du gouvernement qui revient aux sunnites. Les différentes communautés de l'opposition ont des objectifs communs et si le nouveau gouvernement est décidé à les suivre, alors nous le soutiendrons.
Nous accusons les services de renseignement libanais et syriens de la mort de Hariri. Ils contrôlent tout le Liban, nous sommes un pays satellite, la situation est la même que dans les républiques soviétiques du temps de l'URSS ou dans la Roumanie de Ceausescu. Nous n'avons reçu aucun soutien de l'étranger pour les protestations de masse, c'est une initiative du peuple. Le printemps politique qui a commencé après la chute du mur de Berlin vient d'atteindre le Liban, mais le parallèle fait par de nombreux journalistes avec l'Ukraine n'est pas adéquat : nous voulons l'indépendance, alors qu'à Kiev, la situation est totalement différente.
Le peuple libanais est uni, nous avons un drapeau et un hymne national, la guerre civile est exclue. Je suis contre la proposition faite par Condoleeza Rice d'envoyer des casques bleus au Liban, nous avons notre propre armée, nos propres forces de sécurité. Les relations Russo-syriennes sont du ressort de Moscou et Damas, Sergueï Lavrov a affirmé que la résolution 1559 de l'ONU doit être respectée par les Syriens et je suis persuadé que la Russie soutient l'indépendance ainsi que la liberté du Liban.

Nasrallah Boutros Sfeir

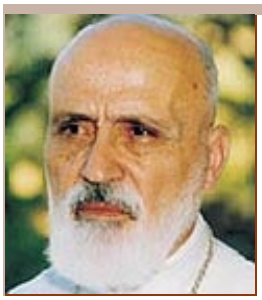


Figure de la vie politique libanaise, le cardinal Nasrallah Boutros Sfeir est le patriarche maronite libanais.

« Il faut un gouvernement neutre avec une assistance sûre dans le domaine de la sécurité »

Source : Le Monde
Référence : « Il faut un gouvernement neutre avec une assistance sûre dans le domaine de la sécurité », par Nasrallah Boutros Sfeir, *Le Monde*, 4 mars 2005.

Il est difficile d'y voir clair après la démission du gouvernement et j'espère que, comme le prévoit la Constitution, des consultations vont avoir lieu pour la désignation d'un Premier ministre et la formation d'un gouvernement. Certains demandent la destitution des responsables des organes de sécurité. Je ne sais pas si le gouvernement est prêt à le faire ; il pourrait au moins, s'il veut être conciliant, suspendre ces responsables de leurs fonctions, de leurs responsabilités. Il serait souhaitable de mettre en place un gouvernement de transition qui sera chargé d'organiser les élections en toute neutralité. Il faut que les élections aient lieu, et que les Syriens organisent leur retrait vers la Bekaa avant de négocier un retrait total avec le nouveau gouvernement élu. Cela doit se faire conformément aux accords de Taëf qui ont été repris dans la résolution 1559.

Je vais bientôt me rendre aux États-Unis, mais il ne s'agit que d'une simple visite comme j'en ai fait deux fois, à la rencontre des Libanais expatriés. Cette fois ci, je rencontrerai George W. Bush comme j'avais déjà rencontré Ronald Reagan. Certes, les circonstances politiques sont compliquées aujourd'hui mais c'était aussi le cas en 1988.

Je ne suis pas opposé à la fin du confessionnalisme politique, mais il faut préparer le terrain. C'est une entreprise de longue haleine. Il faut élever des générations sur cette conception. Il faut que les gens apprennent à penser autrement. Malheureusement, dans ce pays, les Libanais continuent de se fixer sur leurs communautés, alors même qu'ils ont des problèmes en commun. Lors des manifestations, toutefois, des directives ont été données aux jeunes, leur demandant d'exhiber uniquement le drapeau libanais. Et ils l'ont fait. On peut les féliciter pour cela. Ils se sont retrouvés autour d'un sentiment purement libanais. C'est un nouveau courant, mais il faut qu'il puisse se nourrir et s'accroître, parce qu'il y a toujours des mains qui viennent semer la zizanie dans ce pays. On n'est pas à l'abri d'une intervention extérieure qui diviserait les Libanais, vous savez à qui je pense. Cependant, je ne pense pas qu'il y ait de risques d'une nouvelle guerre civile.

Randa Aractingi

Randa Aractingi est membre de l'opposition libanaise à Beyrouth. Elle travaille comme conseillère économique auprès de différentes ONG.

« Il n'y a pas de guerre civile au Liban »

Source : Die Tageszeitung
Référence : « Es gibt keinen Bürgerkrieg im Libanon », par Randa Aractingi, *Die Tageszeitung*, 5 mars 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Je pense que Rafic Hariri n'était pas tant aimé du peuple que ça, surtout à la fin de son mandat. C'était un voleur ; son départ du gouvernement était dû uniquement à un conflit avec le président au sujet de la privatisation du réseau de téléphonie mobile. La majorité des Libanais vous dirait qu'il était corrompu, qu'il défendait ses intérêts personnels avant tout, mais que cela a construit notre pays et amené la paix. Sa mort était une occasion pour la mosaïque de communautés qui occupent le Liban de s'insurger contre la Syrie qui tire une rente annuelle de 2 milliards de dollars du pays. Je ne pense pas que nous aurions eu le courage de manifester sans l'appui de la France et des États-Unis. Il est clair que les Syriens pourraient nous bombarder à tout moment ; si personne ne nous aide, nous allons mourir, cela fait 20 ans que ça dure.
L'une des revendications de l'opposition, c'est la dissolution des services secrets dont les officiers libanais, depuis le traité de Taëf en 1989, doivent être formés par les Syriens. Il n'y a pas de risque de guerre civile : nous avons essayé cette solution qui n'a rien donné. Actuellement les relations entre l'opposition et le Hezbollah sont prudentes, nous leur avons proposé de se rallier à nous. C'est un dilemme pour la direction du parti : elle veut faire plaisir au peuple mais ne doit pas trop froisser Damas. Les chiites ont détruit un monument à la mémoire de l'ancien président Hafez Al Assad il y a quelques jours à Kana ; ils sont pauvres et souffrent particulièrement de la situation. Ce qui peut affaiblir le Hezbollah, c'est l'affaiblissement de la Syrie. Hariri a entretenu le Hezbollah car le peuple aime cette organisation qui a tant fait pour les chiites. Cette organisation ici n'est pas considérée comme terroriste mais comme un parti démocratique. Au Parlement, ils ont des représentants chrétiens.
Beaucoup de questions restent en suspend, on ne sait pas si les élections vont avoir lieu en mai comme prévu, alors que le code électoral n'a pas encore été modifié. La politique du gouvernement devra être centrée sur le peuple. Pour un traité de paix avec Israël, la question des 300 000 ou 400 000 réfugiés palestiniens qui vivent au Liban est centrale. Beaucoup de gens disent que Hariri a été tué car il était d'accord pour que ces Palestiniens qui sont sunnites restent au Liban, ce qui bouleverserait l'équilibre de la région.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale.*Voltaire* est publié par les Éditions Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).
Directeur de la publication : Thierry Meyssan.
ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution.*Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.
Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 $; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 $; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 $; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.
Abonnements
trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.
annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.
Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .